

### La croissance au tournant

Isabelle Bourgeois

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/783>

DOI : 10.4000/rea.783

ISBN : 978-2-8218-0850-8

ISSN : 1965-0787

#### Éditeur

CIRAC

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2006

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

#### Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « La croissance au tournant », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 77 | juillet 2006, mis en ligne le 05 juin 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/783>

---

## La croissance au tournant

Pendant le Mondial, les affaires continuent. Que la *Mannschaft* remporte ou non la Coupe du monde le 9 juillet, l'Allemagne a de fortes chances de confirmer, cette année encore, le titre de championne à l'export qu'elle détient depuis 2003. Plus généralement, après avoir pris un bon départ au premier trimestre, sa croissance repose aujourd'hui sur des bases plus larges. La reprise de l'investissement s'affermi : au premier trimestre, les investissements d'équipement, par exemple, ont crû de +2,2 % par rapport au précédent. Cela est dû à la bonne tenue des exportations mais aussi – et c'est nouveau –, à un rebond de la demande intérieure. Certes, avec +0,1 %, il semble faible à première vue, mais sans la chute des investissements en construction (-3,0 %) du fait d'un hiver particulièrement rude, la demande intérieure serait nettement supérieure.

Bien qu'un certain nombre d'indicateurs plus récents fasse défaut (dont les entrées en commande) en raison des grèves dans la fonction publique des Länder au printemps (voir *REA 76/06*), les économistes sont unanimes : l'embellie qui se dessinait dès la fin 2005 gagne en vigueur et, sauf imprévu, 2006 sera bel et bien la meilleure année depuis 2000. Fondamentalement, l'économie allemande a commencé à renouer avec la compétitivité après une longue phase d'adaptation aux mutations structurelles et à la mondialisation. Mais ses nouvelles bases demeurent fragiles, comme le rappelle l'OCDE.

Cela explique en partie pourquoi, bien que règne outre-Rhin un solide optimisme, les prévisions de croissance pour l'année en cours varient grandement, allant de +1,3 % pour le FMI à +2,1 % pour l'institut IfW de Kiel en passant par +1,6 % pour le gouvernement fédéral. Ces écarts sont dus à des divergences sur le poids à accorder au risque pétrolier et sur l'ampleur comme la durée du regain de l'investissement. Mais ils s'expliquent aussi par une prudence politique certaine : les prévisions basses ont pour but premier de couper court aux tentations attentistes d'un gouvernement de coalition aux prises avec la difficulté de concilier des approches souvent antinomiques sur les réformes structurelles qui doivent être mises en chantier avant la fin de l'année. « *Personnellement, je serais déjà très heureux si nous parvenions à atteindre d'ici la fin de l'année les 1,6 % prévus par le gouvernement* », affirme ainsi Bert Rürup, président du Conseil des Sages, dans un entretien à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung (F.A.Z., 12-05-06)*. La reprise économique ne doit pas servir de prétexte à diluer ou ajourner des réformes majeures pour débrider durablement les forces de croissance internes.

Le moteur des exportations, quant à lui, tourne à plein régime. Or la vigueur des exportations devrait décliner dès l'an prochain dans un contexte mondial et européen moins favorable. Elles ne devraient plus croître que de +6,7 % en 2007, contre +10,6 % sur l'année en cours, prévoit l'institut IfW qui n'en estime pas moins que « *les forces motrices de la croissance des exportations restent intactes* ». Il est vrai que l'industrie allemande a su largement renouer avec la compétitivité depuis la crise de 1993, en rationalisant, en améliorant sa compétitivité-prix et en se positionnant sur un échiquier mondial en mutation, servant une demande croissante en biens intermédiaires et biens d'investissements et diversifiant ses localisations pour s'installer sur des marchés porteurs.

Or ce faisant, l'industrie s'est « *déconnectée des réalités économiques allemandes* », comme le formule un éditorial du *F.A.Z.* (21-05-06) pour expliquer le hiatus entre le franc optimisme des milieux d'affaires (composés majoritairement d'industriels) et une croissance du PIB somme toute modeste. Les indices de confiance comme ceux de l'ifo ou du ZEW ne reflètent ainsi qu'une partie de la réalité, et ils révèlent par contraste la dépendance trop forte encore de la demande externe. Un ralentissement des activités à l'international ne serait pas sans conséquences sur une croissance portée jusqu'ici aux deux tiers par le commerce extérieur ; un cinquième des emplois en dépend.

Mais pour la première fois depuis longtemps, la croissance (+0,4 % au premier trimestre par rapport au précédent, et même +2,9 % par rapport au premier trimestre 2005 ; Destatis) est en grande partie imputable à la demande intérieure, comme le révèle indirectement la hausse (+2,2 %) des biens de consommation dans la production industrielle, et tout particulièrement des biens de consommation durable (+5,2 %). La consommation publique a crû de +1,4 %, et la consommation privée, de +0,7 %. Les ménages ont un peu puisé dans leur épargne pour s'équiper, surtout en téléviseurs, Mondial oblige.

Cela dit, le pouvoir d'achat des Allemands reste modeste : les salaires stagnent, les prix pétroliers s'envolent et les consommateurs redoutent une dérive des prix. L'évolution future de la consommation des ménages dépend de leur perception de l'embellie que

**Une croissance plus équilibrée**

**Mais ses bases restent fragiles**

**Des prévisions prudentes pour soutenir le gouvernement dans son cap de réformes**

**Une industrie mondialisée et compétitive**

**Mais une économie trop dépendante du commerce extérieur**

**Reprise de la consommation des ménages**

**Des signes précurseurs d'une embellie sur le marché de l'emploi**

**Mais les milieux économiques s'impatientent face à la relative inertie du gouvernement**

connaît le marché de l'emploi. Elle est timide pour l'instant, rappelle l'Agence fédérale pour l'emploi. Le nombre de chômeurs inscrits est en baisse. En mai, il s'établit à 4,54 millions de personnes, soit 349 000 de moins qu'en mai 2005 ; le taux de chômage est tombé à 10,8 % selon les critères de l'Agence de Nuremberg, et à 8,3 % selon ceux de l'OIT. La décreue s'explique essentiellement par l'engouement pour les « jobs à 1 € » (voir REA 76/06). D'autre part, la demande du marché augmente, comme en atteste le nombre d'offres d'emploi non satisfaites (565 000), en hausse de +28 %. Enfin, et cette troisième tendance est la plus significative, le nombre des emplois soumis à cotisations sociales ne baisse presque plus, ce qui préfigure une stabilisation du marché du travail.

L'économie allemande se trouve à un tournant vers « un régime où une offre plus expansionniste et donc de meilleures perspectives de croissance viennent stimuler la demande », conclut l'OCDE. Encore faut-il soutenir cette évolution en procédant aux réformes qui s'imposent. Or c'est là que le bât blesse : le gouvernement tarde à les mettre en œuvre, gageant son crédit de confiance auprès des milieux économiques. « *Le BDI et ses membres commencent à s'impatienter quelque peu* », lançait son président, Jürgen Thumann, lors de son congrès annuel, le 20 juin. Quelques jours auparavant, son homologue du patronat (BDA), Anton Börner, regrettait pour sa part : « *Tant que les conditions ne sont pas réunies, nous ne pourrons pas investir significativement plus en Allemagne. Nous avons fait nos devoirs en ce qui nous concerne. Mais tant que le politique n'agit pas de son côté, nous sommes réduits à l'impuissance* » (*Handelsblatt*, 15-06-06). Et son homologue de la fédération des CCI allemandes (DIHK) de renchérir : « *Qu'il s'agisse de la fiscalité, de la santé ou du marché du travail, les réformes nécessaires ne sont pas engagées avec la détermination qui s'impose* ».

**C'EST BIEN LA LE PRINCIPAL FREIN A L'ESSOR DE L'ECONOMIE ALLEMANDE.** Le gouvernement Merkel s'enlise dans les marchandages entre Union CDU/CSU et SPD, risquant de laisser passer l'occasion unique d'une constellation politique favorable. L'assainissement des finances publiques est bien la priorité par excellence, et le gouvernement s'y emploie, mais, aux yeux de la plupart des experts, dont le Conseil des Sages, la hausse des prélèvements fiscaux n'est pas le moyen le plus adapté pour une consolidation durable. Mais dans l'urgence absolue, il est incontournable pour réduire la dette, affirme la Cour fédérale des Comptes, qui soutient dès lors la hausse de la TVA et de la taxe sur les assurances (de 16 à 19 %) au 1<sup>er</sup> janvier 2007. La dette dépasse en effet désormais 1 500 milliards €. Et si on tient compte des retraites de la fonction publique, le taux d'endettement de l'Allemagne atteint 270 % du PIB, avait révélé le Conseil des Sages dans son dernier rapport. La critique ne porte pas tant sur l'impact que pourrait avoir la hausse de la TVA sur la conjoncture ; « *nul ne peut la quantifier avec précision* », rappelle Bert Rürup. Elle porte sur une trop timide réduction des dépenses, notamment dans le domaine des innombrables subventions directes et indirectes ; une réforme de la fiscalité est certes à l'étude, mais elle est loin d'être aboutie (voir dans ce numéro). Quant à la réforme du fédéralisme financier, pourtant coûteux en termes budgétaires comme de croissance et source de nivellement, elle a été soigneusement mise entre parenthèses ; la réforme en cours ne porte que sur la répartition des compétences législatives.

« *Une consolidation accrue au niveau des dépenses serait par principe souhaitable* », résume la très diplomate Bundesbank. Mais certaines dépenses sont imprévisibles, et le budget 2007 qu'adoptera le gouvernement fédéral le 7 juillet ne pourra être qu'une ébauche ; les dépenses sociales (plus de la moitié du budget fédéral) sont à la dérive : les mesures induites par les réformes Hartz coûtent le double (28 milliards €) de ce qu'avait dépensé le gouvernement Schröder ; le déficit du système légal des retraites est en hausse de 2,5 milliards €, celui des caisses d'assurance maladie légale dépasse 8 milliards €. Cette spirale ne peut être enrayée sans une réforme en profondeur. Celle de l'assurance maladie commence à s'esquisser (voir à la fin de ce numéro).

Mais la priorité reste la réforme d'une réglementation qui inhibe la concurrence, comme l'a rappelé l'OCDE, et la levée des rigidités du marché de l'emploi. Or ce dernier sujet est on ne peut plus conflictuel : la contrepartie à un assouplissement de la protection contre le licenciement et à une flexibilisation des salaires (différenciation et ouverture de la fourchette salariale) réside dans l'instauration d'un salaire minimum légal ou d'emplois subventionnés. Si l'Union prône la seconde solution, le DGB, reprenant là une revendication chère à ver.di, plaide pour la première. La chancelière et les experts proches de l'Union rejettent l'idée d'un SMIC allemand, source de rigidités supplémentaires. Mais s'imposeront-ils face aux crispations d'une partie des acteurs sur les « acquis sociaux » ? Pendant le Mondial, les négociations se poursuivent. L'euphorie footballistique fait diversion. Pour l'heure...

*Isabelle Bourgeois (23-06-2006)*